

**TERMES DE REFERENCE**

**Comment réussir l’insertion socioprofessionnelle des groupes vulnérables avec les acteurs clés du développement agricole et rural dans le gouvernorat de Kébili ?**

Etudes approfondies (complétant les études existantes) des chaînes de valeur des trois filières, incluant des études de marché, dans la perspective d’une économie circulaire et synthèse

**Bureau/ cabinet d’étude- Boite de consulting Expertise spécialisée – consortium de consultants**

**I. GENERALITES**

|  |  |
| --- | --- |
| **Programme :** | Maghreb |
| **Lieu de la mission :** | Kébili |
| **Type de la mission :** | Recherche – Etude |
| **Qui a demandé la mission :** | HI Maghreb – bureau Tunisie |
| **Nom Chargé de projet bénéficiaire de l'action :** | HELAL Yousri |
| **Nom du projet appuyé :** | **Comment réussir l’insertion professionnelle des groupes vulnérables avec les acteurs clés du développement agricole et rural dans le gouvernorat de Kébili ?** |
| **Date de début :** | 21 Février 2018 |
| **Date de fin :** | 21 Juin 2018 |
| **Financement mission :** | **G21\_056 / TF02 / FG21\_188/5.2.2** |

**II. CONTEXTE DE REALISATION DE LA MISSION**

**a) Le programme de Humanité et Inclusion au Maghreb**

**Historique des interventions de Humanité et Inclusion au Maghreb**

Humanité et Inclusion, le nouveau nom d’Handicap International intervient au Maroc depuis 1993, **en Tunisie depuis 1997**, en Algérie depuis 1998 et en Libye depuis 2011. La création de l’entité programme Maghreb est le résultat d’un processus de fusion engagé depuis 2009 entre deux programmes d’Hl, l’un couvrant le Maroc et la Tunisie, l’autre couvrant l’Algérie. Sous managements différenciés, les deux programmes sont passés par une série d’étapes intégratrices ayant abouti en juillet 2011 à la naissance du programme Maghreb.

En adoptant cette organisation, HI vise aussi et surtout à **renforcer les échanges d’expériences et les synergies** entre les acteurs des différents pays, qu’il s’agisse des organisations de la société civile, des structures professionnelles, des acteurs publics et parapublics. Elle soutient notamment un réseau maghrébin d’organisations de défense des droits des personnes en situation de handicap dans la participation directe au processus de transition démocratique.

**Stratégie de Humanité et Inclusion au Maghreb**

Validé en novembre 2011, le Cadre Opérationnel Pluriannuel (COP) 2012-2016 Maghreb guide le développement stratégique et opérationnel du programme. Le COP s’articule autour des principes de l’accès aux services en accord avec la stratégie fédérale de FHI selon les axes suivants :

1. Sensibiliser et apporter un **appui technique aux décideurs publics pour une meilleure prise en compte des personnes handicapées** dans l’ensemble des politiques publiques au niveau national et local.
2. **Accompagner et renforcer la formation des professionnels des services spécialisés et des services ordinaires** pour des interventions de qualité orientées sur la personne.
3. **Renforcer les capacités des structures offrant des services aux personnes handicapées**, et participer ainsi à l’élargissement de l’offre de services.
4. **Accompagner la structuration des associations représentatives des personnes handicapées** afin qu’elles deviennent des acteurs clefs dans les dynamiques de développement au niveau local, national, régional (Maghreb) et international.

Ces 4 axes sont déclinés dans chacun des pays d’intervention en fonction des besoins spécifiques, du contexte du pays, des attentes et stratégies des partenaires.

**Domaines d’intervention et projets**

Plus particulièrement, le programme Maghreb intervient dans les domaines suivants :

* Services de réadaptation : soutien aux structures médico-socio-éducatives, formation de professionnels de la réadaptation
* Accès à l’éducation des enfants en situation de handicap
* Prévention et santé : renforcement de services de santé, mise en place de groupes de parole et d’espaces de socialisation, soutien psychologique aux populations en souffrance
* Insertion économique et sociale : accès à l’emploi et à un revenu, formation professionnelle, lutte contre les discriminations
* Accessibilité et développement local inclusif
* Appui à la société civile : soutien aux associations pour la promotion des droits, définition de politiques publiques du niveau national à l’échelon local, appui à la participation politique et électorale des personnes en situation de handicap

A ce jour, l’association met en œuvre 19 projets sur la région Maghreb avec de forts accents dans les domaines de l’insertion sociale et économique, de la promotion de politiques sociales inclusives, du développement local inclusif, du renforcement des mouvements auto-représentatifs de personnes en situation de handicap avec des enjeux transversaux de capitalisation et de développement.

Le bureau régional du programme Maghreb est basé à Rabat et supervise l’ensemble des activités de HI en Tunisie, au Maroc et en Algérie avec une équipe de 55 personnes (8 expatriés), spécialistes du handicap et du développement, et un budget global de 2,5 millions d’euros en 2015.

**b) Présentation de la mission HI Tunisie**

**Historique de l’intervention de Humanité et Inclusion en Tunisie**

* HI intervient en Tunisie **depuis 1992**, ponctuellement dans un premier temps, puis en permanence **depuis 1997**, dans le cadre d'un accord de coopération signé avec le Ministère des Affaires sociales.
* **De 1998 à 2003**, HI s’est focalisé sur le secteur de la réadaptation, impliquant la formation des professionnels, l'équipement des centres spécialisés et la création de dispositifs mobiles dans le Sud-Est.
* Suite aux difficultés financières de HI en **2002**, la suspension des activités en Tunisie et une veille stratégique sur ce pays a été confiée au programme HI Maroc. En **2003**, les deux programmes ont été fusionnés.
* A partir de **2004**, HI a réinvesti le secteur de la réadaptation à travers un soutien des services pour PSH et un renforcement des institutions, associations et professionnels impliqués dans le secteur.
* **En 2006**, HI a officiellement été autorisé à s'installer en Tunisie et à ouvrir un bureau de représentation.

Depuis cette date, HI mène des actions de renforcement des capacités des associations en gestion de projet, révision du projet institutionnel, et mise en réseau des professionnels intervenant auprès des PSH. Des campagnes et événements visant à changer le regard de la société sur les PSH ont également été organisés.

* **En 2008**, HI lance un volet d’action « Sport et handicap » en partenariat avec la FTSH, visant à assurer une pratique physique régulière pour le développement personnel et l'amélioration du statut social des PSH.
* **En 2011**, HI a lancé un projet de développement local inclusif qui vise à améliorer l'accessibilité de l'environnement des PSH pour favoriser leur pleine participation sociale. Les actions du projet seront concentrées sur les communes de Menzel Bourguiba (gouvernorat de Bizerte) et Manouba (Grand Tunis).
* **En février-mars 2011**, une action d'urgence a été initiée à la frontière libyenne pour apporter un soutien aux personnes fuyant la violence en Libye, en coordination avec la DAU. Parallèlement, des distributions ont été organisées par le programme au profit d'hôpitaux tunisiens.
* Depuis le mois **d’avril 2011**, HI soutient et accompagne le développement d’un groupe représentatif de PSH dans son travail de plaidoyer en faveur des droits fondamentaux des PSH.
* Enfin, **depuis 2014**, HI a lancé deux projets concernant des thématiques innovantes en Tunisie : l’éducation inclusive et l’insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.

***Quelques repères sur le handicap en Tunisie***

* Il y aurait entre 200 000 (selon l’Etat) et 1,3 millions (selon les estimations du rapport mondial sur le handicap de l’Organisation Mondiale de la Santé - 2011) de personnes handicapées en Tunisie, dont 22 % d’enfants
* 2005 : loi cadre sur le handicap qui couvre les aspects de la prévention, la prise en charge et l’insertion des personnes handicapées
* Avril 2008 : ratification par la Tunisie de la Convention Internationale Relative aux Droits des Personnes Handicapées
* En 2012 sont créées deux structures fédératrices : l’Organisation Tunisienne de Défense des Droits des Personnes Handicapées (OTDDPH) et la Fédération des Associations Tunisiennes œuvrant dans le domaine du Handicap (FATH)
* En 2014, un article sur les droits des personnes handicapées est intégré dans la nouvelle Constitution

**Stratégie d’intervention**

En lien avec le Cadre d’Intervention Pluriannuel (COP) 2012-2016 Maghreb, les actions menées par l’association en Tunisie poursuivent la logique d’intervention suivante :

* Des actions partenariales : Le soutien aux associations de la société civile constitue un des fondements de l’action de l’association à travers un appui technique et méthodologique, dans le respect de leurs orientations et programmes. Parallèlement, HI développe des projets en coopération avec des institutions publiques.
* Des projets de mise en réseaux :HI veille aussi à favoriser la mise en réseau, et notamment les échanges thématiques ou entre différents acteurs du handicap, en soutenant la mise en place d’espaces de concertation, en particulier autour de l’insertion professionnelle des jeunes, regroupant organisations de la société civile et représentants de l’Etat.
* Une action à l’échelle locale et nationale:La prise en compte des besoins et attentes des personnes handicapées à un niveau local ne peut se faire de manière cloisonnée par rapport aux dynamiques plus larges qui animent les territoires. HI et ses partenaires promeuvent donc une approche de développement intégré, à l’échelle locale, dans laquelle les besoins et droits des personnes handicapées sont systématiquement pris en compte dans l’ensemble des politiques publiques nationales et dispositifs mis en place à l’échelle d’un quartier, d’une commune ou d’une région.
* Le droit comme levier d’action : L’approche inclusive, visant à assurer que les personnes handicapées bénéficient des mêmes droits que tout un chacun, constitue le fondement des projets développés, en accord avec la Convention Relative aux Droits des Personnes Handicapées (CRDPH). Cette Convention ne crée pas de nouveaux droits, mais veille à interdire toute discrimination et à permettre à chaque citoyen handicapé de jouir des mêmes droits que ses compatriotes.

© AVT / Handicap International

* Une vision inclusive de la société : l'approche promue par HI vise à favoriser une société inclusive qui reconnait et s'adapte aux différences individuelles et les reconnaît comme source de richesse et non comme motif d'exclusion. Un développement inclusif implique dans la planification, la conception de solutions universelles et d'aménagements raisonnables,
* Qualité des services et des interventions des professionnels : HI veille à renforcer la qualité des services apportés aux personnes handicapées, avec une attention particulière à la place centrale de l’usager dans la prestation de service et au respect de ses choix individuels.
* Le handicap, une question de regard !Le changement de regard sur les personnes handicapées est un pré-requis fondamental pour une réelle évolution de la situation. L’association appuie donc un ensemble d’initiatives de sensibilisation et de plaidoyer à destination des acteurs publics – locaux et nationaux – des acteurs du développement, et de la population en général.

**Projets en Tunisie**

En Tunisie, les actions de l’association ont comme objectif **l’amélioration structurelle des conditions de vie, l’insertion et la pleine participation sociale des personnes en situation de handicap**. Actuellement, les projets portés par HI en collaboration avec ses partenaires institutionnels et associatifs œuvrent à :

* L’accessibilité à l’environnement physique et à la prise en compte des personnes en situation de handicap dans les dynamiques locales de développement afin de faciliter leur accès aux services ordinaires ;
* Le renforcement de la qualité de services spécialisés destinés aux personnes en situation de handicap et leur mise en lien avec les services ordinaires, en particulier dans les domaines de l’éducation, de l’emploi et de la formation professionnelle ;
* Le renforcement du mouvement de promotion des droits des personnes handicapées et le soutien à leur participation politique dans le contexte de démocratisation de l’espace public.

De manière transversale, l’association travaille sur les questions liées au **plaidoyer pour une participation accrue des personnes handicapées dans le développement économique et social, à la coordination des acteurs ainsi qu’à l’intégration du handicap au sein des politiques publiques locales et nationales**.

**III. CONTEXTE DE LA MISSION**

**a) Présentation succincte du projet « ENPARD KEBILI »**

**Objectif Général :**

Les populations les plus vulnérables sont  actrices du développement  socioéconomique de leur territoire grâce à la mise en œuvre des  principes du développement durable pour le renforcement du tissu économique via une réponse pluri-acteurs concertée dans la région de Kébili.

**Objectif Spécifique**:

Les comités locaux de développement (CLD) avec la participation des populations y compris les plus vulnérables, élaborent des plans de développement locaux facilitant l'insertion socio-économique des personnes les plus vulnérables, dans la délégation de Kébili Nord.

**Les résultats 1 et 2** visent à améliorer l’offrepour les populations vulnérables et le **résultat 3** **à capter leurs demandes,** engagement et actions.

#### **Résultat 1**:

#### Une cartographie des acteurs sera réalisé afin d’identifier les acteurs clés à intégrer dans les comités de développement locaux existants pour élargir la participation et notamment celle des représentants des groupes vulnérables. Les CDL élargis seront appuyés dans le cadre d’ateliers d’identification des filières vertes et de la sélection des filières les plus porteuses en termes de développement agricole et d’insertion socio-professionnelle dans le territoire. Les plans de développement territoriaux seront revus et améliorés avec l’intégration des filières vertes et l’inclusion des personnes vulnérables. Une capitalisation sur les succès de mise en œuvre des plans de développement territoriaux revisités, sera réalisée et disséminée.

***Résultat 2 :***

En plus des acteurs économiques***,*** les acteurs clés existants de l’accompagnement des populations vulnérables et notamment ceux dont le mandat est l’insertion professionnelle seront renforcés grâce à des ateliers de concertations pour définir une modalité de coordination entre les structures d’accompagnement (incluant les chambres consulaires et les incubateurs) et d’identification des potentiels porteurs de projets parmi les groupes vulnérables. Pour stimuler leurs réflexions et nouvelles actions, un voyage d’étude sera organisé dans une région où les dispositifs fonctionnent bien avec identification des innovations techniques et sociales transposables, basés sur les leçons apprises du voyage d’étude et sur le diagnostic des structures d’accompagnement, des plans d’amélioration seront élaborés et coachés. Un dispositif de partage et dissémination des leçons apprises en continu, sera appuyé.

**R*ésultat 3*** :

Desinformations sur les opportunités et comment être acteurs/trices de projets collectifs ou individuels dans les filières sélectionnées seront rendues accessibles aux groupes vulnérables via des canaux de communication adaptés. Apres la mobilisation et l’identification des porteurs de projets, des formations et accompagnement seront effectués auprès de 200 porteurs de projets issus des populations vulnérables pour les aider à affiner leur idée de projets et l’organiser selon leurs capacités et les filières sélectionnées. 30 projets pilotes collectifs (5 personnes en moyenne) et 50 projets individuels seront financés. Un deuxième cycle de formation adressera l’appui à la commercialisation via des formations sur les techniques de commercialisation, de recherches de nouveaux marchés, et participation à des foires agricoles et commerciales, l’innovation technique pour améliorer la qualité des productions de produits agricoles, agro-alimentaires, ou de services touristiques. Une mise en réseau horizontal (entre personnes exerçants les mêmes métiers) sera appuyée pour favoriser l’échange de bonnes pratiques, et la recherche de fournisseurs et de nouveaux marchés en commun**.** Laréalisation de portraits des porteurs de projet, via des supports vidéo servira à partager leurs expériences. Enfin, la production d’un guide sur les « processus gagnants » d’insertion socio-économique des populations vulnérables dans leurs territoires sera co-élaboré avec les CDL.

***Public cible :***

200 personnes vulnérables (femmes, jeunes, personnes handicapées) **4 comités de développement locaux**, l’ANETI et **60  représentants des acteurs locaux clefs** (société civile, **pouvoirs publics** du  développement rural durable et de la création d’emplois).

# b) Besoin de développement d’une étude des chaines de valeur des filières vertes à Kébili Nord et de réalisation de 30 fiche projet dans ces filières

Dans le cadre du lancement du projet « *Comment réussir l’insertion socioprofessionnelle des groupes vulnérables avec les acteurs clés du développement agricole et rural dans le gouvernorat de Kébili ?*

 ». Porté par **Humanité & Inclusion « Nouveau nom de Handicap International** et l’**ANETI** comme partenaire codemandeur. L’équipe de projet a décidé de mobiliser un bureau d’étude spécialisé pour l’élaboration d’une étude approfondie sur les filières porteuses d’opportunités d’employabilité de personnes en situation de vulnérabilité, des filières ayant une vocation inclusive et surtout écologique.

En effet, le tissu économique du gouvernorat de Kébili demeure restreint à la production de dattes et à quelques activités dans le secteur de la géothermie, des activités rentables certes, mais qui reste saisonnières. L’ensemble du circuit de la filière de dattes reste fragmenté entre différents territoires notamment au niveau de la commercialisation, de la distribution et des canaux d’exportation. Actuellement, cette filière enclenche une véritable réflexion au niveau des acteurs locaux quant à ses perspectives de développement et du risque de saturation qu’elle encourt. Elle amène également plusieurs interrogations sur les modalités d’exploitation des ressources jugées par beaucoup d’acteurs trop irrationnelles, et peu conforme aux principes d’un développement durable.

Maintenant, l’enjeu du projet réside à ouvrir le débat sur les potentialités de développement de nouvelles filières qui amèneraient sur le long terme à une diversification des activités économiques et donc à un modèle économique plus durable, plus équilibré mais surtout plus inclusif des groupes vulnérables du gouvernorat et qui s’appuierait sur une logique circulaire.

L’action interviendra dans l’appui à la structuration des filières dans une logique de circuits courts avec une dimension inclusive, le renforcement des organisations professionnelles (SMSAs, GDAs, acteurs économiques informels…) mais surtout au niveau de l’appui à la création et au montage de projets en économie sociale et solidaire et en entrepreneuriat vert dans la délégation de Kébili Nord.

Suite à l’analyse de la bibliographie existante, on retrouve très peu d’études disponibles avec un focus sur les filières écologiques inclusives présentant des opportunités d’auto-emploi ou d’insertion professionnelle pour les personnes vulnérables.

Pour ce faire, nous allons nous reposer sur les résultats ayant émergé de l’étude « *Analyse de la filière des dattes* » réalisée par l’agence de promotion de l’industrie et de l’innovation publiée en Mars 2017 et sur l’ensemble des études et documents réalisés par le ministère de développement et de la coopération internationale sur le gouvernorat de Kébili. Le diagnostic établi lors de l’écriture du projet permettra également d’alimenter et de nourrir les réflexions autour des filières d’opportunité dans le territoire de kébili.

Dans ce sens, une rencontre sera organisé avec l’APII et toute structure locale, ONGs, associations locales ayant menée des études afin d’étudier et d’analyser les potentialités de développement des différentes recommandations issues des travaux réalisés.

En effet, suite au diagnostic réalisé dans le cadre du projet, il en ressort d’ores et déjà des familles de filières suivantes :

**Agriculture oasienne :** Elle englobe **la filière des dattes et produits dérivés** avec la mise en valeur de nouvelles techniques agricoles plus respectueuses de l’environnement, **la filière culture maraîchère et ses produits dérivés** avec une dimension genre au niveau de la valorisation artisanale des différents produits du terroir**, la filière élevage et l’arboriculture.**

**Ecotourisme :** Cette famille englobe la **filière circuits écologiques, logement chez l’habitant, gites ruraux etc.**

**Services :** ceci englobe la **filière bois** pour valorisation ou pour l’artisanat, la **filière écoconstruction, filière énergies renouvelables, filière recyclage, filière gastronomie locale.**

De ce fait, l’ensemble des sous-filières peuvent être inter reliés entre elles formant ainsi une dynamique économique circulaire. (Exemple : *En plus de produire des dattes, les oasis peuvent inclure des circuits touristiques avec des chambres d’hôtes ou des restaurants valorisant la région et ses produits.)*

Cette première macro-identification des filières nécessiterait d’être mieux affinée lors de la réunion intermédiaire (Etape 2 voir tableau ci-dessous). En effet, lors de cette réunion, le bureau en charge de l’étude aura déjà démarré son diagnostic terrain et aura une meilleure vision des potentialités de la région, il pourra ainsi exposer ces potentialités afin de concentrer par la suite l’étude sur les 5 filières les plus pertinentes. Les résultats de cette étude servirait à postériori à déterminer et analyser les maillons de chacune des filières spécifiques choisies répondant aux dimensions mis en avant par le projet à savoir l’inclusion des personnes vulnérables, le respect et la prise en compte de la dimension environnementale et la dimension genre  ; et ce afin d’appuyer la création d’entreprises, et la constitution de chaines de valeurs durables au sein de ces filières.

De fait, l’appui au développement de filières vertes peut présenter plusieurs avantages au niveau de la délégation de Kébili Nord permettant ainsi le soutien des petits producteurs (trices) dans leur circuit de production mais surtout au niveau de la commercialisation considéré par beaucoup d’acteurs locaux comme le maillon faible au niveau de l’économie locale. L’étude sis mentionnée devrait donc faire émerger les filières ainsi que les secteurs niches où pourraient se concentrer les entreprises et microprojets en ESS et en entrepreneuriat vert.

## **c) Les préalables à la mission**

* La fiche synoptique du projet
* Rapport de synthèse de l’étude : « Analyse de la filière des dattes » réalisée par l’agence de promotion de l’industrie et de l’innovation publiée en Mars 2017
* Stratégie de développement du gouvernorat de Kébili.
* Gouvernorat de Kébili en chiffres

**IV. OBJECTIFS ET RESULATS ATTENDUS DE LA MISSION**

**a) Objectifs de la mission**

Sous la coordination du chef de projet et en collaboration avec les partenaires du projet, le bureau d’étude et/ ou le consultant (e)sera chargé de développer les différents éléments de l’étude.

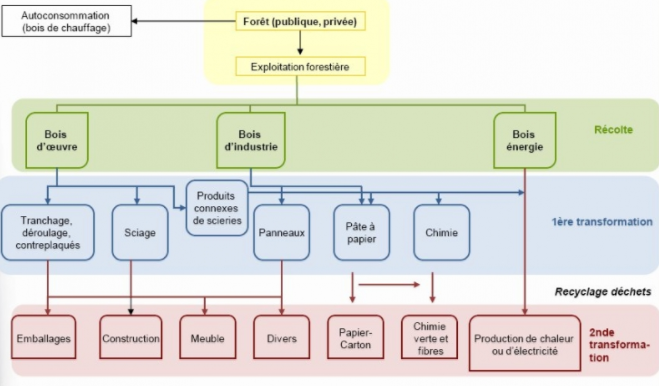
Sur la base de la macro-identification des filières établie lors du montage du projet, l’objectif de la mission se décline comme suit :

* Analyser les potentialités de filières vertes porteuses d’opportunités d’employabilité et les perspectives de leur développement sur le territoire de Kébili.
* Etablir une analyse concrète des niches d’autocréation d’emplois pour les populations vulnérables au sein des filières identifiés avec un focus sur les opportunités et entraves existantes, et une formulation de recommandations permettant de consolider le développement de ces filières.

Cette étude devra identifier:

* + Les maillons de chaque chaine de valeur (les principaux intervenants de chaque filière)
  + La relation entre les maillons d’une chaine de valeur
  + Le potentiel de production de chaque filière
  + Les circuits de commercialisation avec les prix estimatifs des produits et des sous-produits des filières

Exemple : chaine de valeur de la filière bois.

****

**b) Résultats attendus**

1. **Résultats attendus :**

* Un document qui dégage les 3 grandes familles de filières vertes porteuses d’opportunités d’employabilité sur le territoire de Kébili avec une analyse contextuelle des potentialités d’insertion professionnelle.
* Un document qui présente l’ensemble des filières vertes potentielles dans la région et le processus de sélection des 5 filières pertinentes pour l’étude finale et les chaines de valeur de chaque filière identifiée choisie, les entreprises existantes dans ces filières à l’échelle locale et nationale, la relation entre eux, le potentiel de développement de la filière, les services liés à ces filières ainsi que les circuits de commercialisation des produits et sous-produits qu’elles peuvent générer.
* Une première identification des activités économiques à caractère inclusive, solidaire et verte pouvant être développés à Kébili Nord dans les filières choisies avec un investissement initial ne dépassant pas les 200 000 DT. (entre 30 et 50 activités économiques)

**V. PUBLIC CIBLE, EXPERTISE REQUISE, METHODOLOGIE &LIVRABLE DE LA MISSION**

1. **Public visé par l’étude :**

Une cinquante d’acteurs pluri-acteurs (Privés – publics et associatifs) actifs sur le territoire et capables de renseigner et d’alimenter le contenu de l’étude à savoir :

La direction régionale de développement – ODS

Le commissariat régional de développement agricole – CRDA

Les bureaux d’emploi et du travail indépendant

Direction régionale des affaires sociales

Direction régionale de la femme, famille, enfance

La direction régionale de l’emploi

Office régionale de l’artisanat

Office régionale du tourisme

Agence nationale de protection de l’environnement

Agence nationale de gestion des déchets.

Agence de promotion de l’industrie et de l’innovation

Le centre d’affaires,

La pépinière d’entreprises

La chambre de commerce régionale

L’institut des régions arides

Groupements de développement agricole

Sociétés mutuelles de services agricoles.

UTAP UTICA UGTT

Les associations spécialisées dans le domaine de l’environnement.

Les associations représentants les personnes vulnérables notamment les jeunes et femmes.

Les associations représentants les personnes en situation d’handicap

1. **Expertise requise :**

Pour la réalisation de la mission décrite dans les présents termes de référence, le bureau d’étude devra réunir des compétences en **i)** analyse économique des filières, **ii)** insertion professionnelle des personnes vulnérables notamment les femmes, jeunes et personnes en situation d’handicap **iii)** entrepreneuriat vert & économie sociale et solidaire, **iv)** en développement d’entreprises, micro-entreprise sociale et/ ou environnementale. V) Expertise technique dans les filières précédemment indiquées. La structure compétente (Bureau d’études, association spécialisée et/ou consortium de consultants) avec de l’expérience préalable dans les champs précédemment mentionnées devront faire valoir une expérience dans la rédaction d’étude et diagnostic. La structure devra également faire preuve d’une bonne maitrise de la langue arabe pour la conduite des entretiens et ateliers.

PS : ***Pour les consultants internationaux, il est indispensable de s’associer à un expert national pour la réalisation de l’étude.***

***Etant donné la période que nécessite la mise en œuvre de l’étude (100 à 120 jour/homme) pour une durée total de 90 jours il est impératif que le bureau d’étude puisse mobiliser une équipe de consultants.***

1. **Proposition de sommaire de l’étude et méthodologie**

**Le présent sommaire fait office de proposition, il sera assujetti à modification lors de la première réunion de cadrage avec l’équipe projet et l’expertise chargée de la réalisation de l’étude.**

**Il revient cependant au prestataire de proposer toute composante qui parait essentielle à la bonne mise en œuvre des travaux de l’étude.**

1. **Composante 1 : Analyse du contexte et des principales ressources (humaines et naturelles) de la région de Kébili Nord.**
2. **Composante 2 : Diagnostic macro de l’ensemble des filières vertes porteuses de la région et identification des 5 filières les plus pertinentes**
3. **Composante 3 : Etude des chaines de valeur des filières choisies à Kébili Nord de la production à la commercialisation.**
4. **Composante 4 : BenchMarking, les chaines de valeur des filières identifiées dans les régions présentant un contexte similaire**
5. **Composante 5 : Les enjeux de l’employabilité dans les filières vertes.**
6. **Composante 6 : Analyse des activités économiques à caractère inclusive, verte et solidaire pertinentes dans les filières identifiées. fiches de projets détaillées**

**Méthodologie :**

Pour la collecte de données des activités types telles que :

Une revue de la documentation existante

Entretiens semi-directifs avec les personnes ressources clefs

Des ateliers de travail sous forme de focus group

Des échanges avec les décideurs et autorités locales pour confronter les analyses .

Sessions d’échange avec l’équipe projet.

1. **Processus de sélection & Etape des Livrables de la mission**

|  |  |
| --- | --- |
| **Etapes du processus de réalisation de l’étude** | **Calendrier initial** |
| Lancement de l’appel à consultants | 21 février 18 |
| Clôture de l’appel | 9 Mars |
| Annonce des résultats | Lundi 19 Mars |
| Contractualisation du prestataire retenu | Vendredi 23 Mars |
| Première réunion de cadrage | Lundi 26 Mars |
| Lancement des travaux de l’étude | Mercredi 28 Mars |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Etapes** | **Livrable** | **Délais estimés** | **Délais de validation par HI** |
| **E1 : 1 ère Réunion de cadrage avec l’équipe projet** | NA | Directement après la signature du contrat | NA |
| **E2 : Rapport intermédiaire et rencontre avec l’équipe projet** | Rapport synthétisée des rencontres réalisées.  Draft du diagnostic macro des 3 familles de filières.  Liste des entretiens menés. (25 pages environ) | 3 à 4 semaines après la signature du contrat.  Rapport à soumettre 5à 6 jours après la finalisation de la collecte de données | Une semaine après remise du rapport. |
| **E3 : 2ère Réunion de cadrage avec l’équipe projet** | Développement du document comportant toutes les chaines de valeur. Une première version du livrable 2 concernant l‘étude des chaines de valeur des filières vertes identifiées choisies.  Proposition d’une liste des activités économiques dans les filières identifiées pouvant être créés à Kébili nord | 5 à 6 semaines de la signature du contrat. | Une semaine après la rencontre. |
| **E4 : Rapport de la version finale des résultats de l’étude.** | Résultats finaux et rapport intégral de l’étude | 8-à 9 semaines après la signature du contrat | Deux semaines |
| **E5 ; Synthèse du rapport de la version finale de l’étude et restitution des résultats auprès des partenaires.** | Une synthèse de 10 page avec une présentation claire des résultats de l’étude et une présentation power point | 13 à 14 semaines après la signature du contrat. | Une semaine. |
| **E6 ; Partage des résultats du rapport de l’étude, et intégration des retours des acteurs locaux.** | Un rapport de la journée de présentation de l’étude et compilation des commentaires des acteurs clefs. | 15 à 16 semaines après la signature du contrat. | Une semaine |

1. **ARRANGEMENTS CONTRACTUELS – MODALITES DE CANDIDATURE :**
2. **Arrangements contractuels**
3. **Calendrier indicatif**

La mission sera organisée entre **le 28 Mars et le 21 Juin**  au plus tard pour une durée totale de 100 à 120 Jours de prestation.

La priorité du bureau d’étude contracté est d’assurer la bonne réalisation de l’étude et son adéquation avec les réalités territoriales.

**Un rétro planning détaillé sera établi suite à la contractualisation**

**Période :** du 15/02/18 au 15/04/2018)

**Modalité :** travail sur terrain et à distance pour la phase de rédaction et en réunion physique avec le chef de projet sur les contenus

1. **Modalités de paiement :**

Le règlement sera effectué conformément à l’échéancier ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| **Prestations** | **Termes de paiement** |
| Validation du plan initial de l’étude. | 10% du montant de la prestation contractualisée. |
| Validation du rapport intermédiaire | 40% |
| Validation de l’ensemble des livrables | 50% |

1. **Modalités de candidature :**

**Eléments constitutifs des dossiers de candidatures:**

Les dossiers de candidature du bureau d’étude intéressés par la présente mission devront obligatoirement comporter les trois éléments suivants:

**a. Une proposition méthodologique et technique présentant :**

Un document de 5 pages présentant la proposition du consultant exposant les objectifs précis :

Détail de la proposition méthodologique avec :

Une page maximum portant sur le contexte et la compréhension des TDRs

Une description détaillée des modalités de réalisation de la proposition. Cette description devra porter sur le pilote du projet de l’étude, incluant le suivi et une proposition de calendrier, la justification et la pertinence méthodologique, les ressources humaines impliquées ainsi que la méthodologie proposée en référence aux objectifs, résultats attendus, et livrables attendus proposés dans les TDRs.

**b. Le CV des consultants de l’équipe proposée** mettant en évidence les qualifications et expériences pertinentes des différents experts dans les champs couverts par les différentes missions, la biographie **ainsi que les références professionnelles pour des missions similaires (rapport d’étude, publications etc…)**

**c**. Une proposition financière **forfaitaire globale** (en HT) incluant les honoraires et frais afférents à la réalisation de l’ensemble de l’étude (collecte des données, frais de déplacements, per diem, logement etc…) et activités annexes (édition rapport, ateliers de restitution etc…) **…).**

Les dossiers complets sont à envoyer **avant le 09 Mars 2018** par email à l’adresse suivante : Yousri Helal, Chef de projet : [**yhelal@hi-maghreb.org**](mailto:yhelal@hi-maghreb.org)

**PS : Tout document remis (proposition technique et financière, CV) devra être signé, paraphé, daté et cacheté par les prestataires.**